

COMMUNICATION

DU GROUPE DE GAUCHE DE L'ADF

Paris, le 18 septembre 2024

Extension du SEGUR : Les Départements de gauche s'y engagent, mais alertent : elle sera soutenable si et seulement si l'Etat compense ses conséquences budgétaires !

Depuis plus de deux ans, les organisations syndicales, associatives et institutionnelles du secteur sanitaire et social demandent l'extension du dispositif « Ségur » à l'ensemble des professionnels du secteur sanitaire, social et médico-social privé à but non-lucratif qui n'en bénéficient pas encore. **Aux côtés de leurs partenaires associatifs, les Départements de gauche ont porté haut et fort ce combat, y compris dans la rue, pour une juste reconnaissance et une digne rémunération des métiers du lien et du soin.**

Si nous nous réjouissons que le Gouvernement ait, enfin, répondu à notre sollicitation commune avec l'accord du 4 juin 2024 et la publication au Journal Officiel de l'arrêté du 25 juin 2024 qui ont validé l'extension du dispositif Ségur pour ces salariés, **nous dénonçons une fois encore la non-compensation de cette mesure pour permettre aux Départements d'assurer la totalité du financement à leurs partenaires.**

Nous déplorons aussi une décision unilatérale, sans concertation avec les Départements, ce qui les contraint à des choix cornéliens, délétères pour la société solidaire, alors que **le Gouvernement s'est engagé à plusieurs reprises à compenser les dépenses supplémentaires liées aux revalorisations salariales du « Ségur »**. Un seul exemple : le 10 novembre 2023, la Première Ministre s'est engagée publiquement à Strasbourg à défendre « le rôle des départements de France » en leur donnant « les marges de manœuvre et les moyens nécessaires. »

Les Départements de gauche mettront en œuvre l'extension de la revalorisation « Ségur » car c'est leur devoir et leur engagement politique. Néanmoins, cela sera soutenable si et seulement si l'Etat compense les conséquences budgétaires et sociétales d'une mesure que toutes et tous les professionnels méritent.

N'oublions jamais que ce que l'on fait subir aux services publics, c'est à chaque citoyen qu'on le fait subir. Nous appelons donc l'Etat à mettre fin à cette injustice et à donner les moyens nécessaires aux Départements et à leurs partenaires pour assurer leurs services essentiels de soin et de lien.

A propos du Groupe de Gauche de l'ADF :

Le Groupe de gauche de l'ADF réunit les 32 président-e-s de Départements de gauche (P.S., P.R.G., E.E.L.V. et divers gauche) adhérents de l'Assemblée des Départements de France, association pluraliste qui réunit les présidents des 104 Départements.

Il est présidé par Jean-Luc GLEYZE, président du Conseil Départemental de la Gironde.

L'ADF remplit une triple mission :

- *représenter les Départements auprès des pouvoirs publics ;*
- *être un centre de ressources permanent pour les conseils Départementaux ;*
- *offrir aux élus et aux techniciens Départementaux les moyens de confronter leurs idées, d'échanger leurs expériences et d'arrêter des positions communes sur les grands dossiers nationaux.*

CONTACT PRESSE :

Guillaume LAFEUILLE - guillaume.lafeuille@departements.fr - 01 45 49 60 51 – 06 18 55 43 10

<https://groupedegaucheadf.com/>